

Monsieur le Président,

J'aimerais féliciter la Présidence burkinabé du Conseil de sécurité d'avoir organisé ce débat public sur le trafic de drogues comme une menace à la sécurité internationale.

Le Luxembourg souscrit pleinement à l'intervention de la Suède au nom de l'Union européenne. Mon pays partage l'analyse selon laquelle le crime organisé lié au trafic de drogues peut représenter une menace sérieuse à la paix et à la sécurité internationales ainsi qu'un frein important au développement durable.

Il faut d'urgence réagir aux sérieux problèmes que posent les liens de plus en plus forts entre le trafic de drogues, la corruption et d'autres formes de criminalité organisée dont la traite des êtres humains, le trafic d'armes à feu, la cybercriminalité et le blanchiment d'argent, y compris le blanchiment lié au financement du terrorisme.

La communauté internationale doit redoubler d'efforts pour venir en aide aux pays, sous-régions et régions affectés par le fléau du trafic de drogues et l'activité de l'ONU doit être au centre de cet effort commun.

La problématique du trafic de stupéfiants devrait à l'avenir faire partie de l'analyse d'ensemble d'un conflit et faire partie intégrante d'une opération de maintien de la paix, d'une stratégie de consolidation de paix donnée et de manière plus générale, de notre politique de développement. Dans cet esprit, nous saluons les résolutions 1829 et 1876 relatives à la Sierra Leone respectivement à la Guinée-Bissau.

En ma capacité de Présidente du Conseil économique et social, j'aimerais souligner dans ce contexte les potentialités d'une coopération entre l'ECOSOC, notamment à travers sa Commission des stupéfiants, le Conseil de sécurité et la Commission de consolidation de la paix en matière de lutte contre le trafic de la drogue et d'impact de celui-ci sur la stabilité, la gouvernance et le développement socio-économique dans des pays émergeant de conflits.

Devant l'accroissement de la production et du trafic de drogues, la déclaration politique et le plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue, adoptés lors de la 52<sup>ème</sup> session de la Commission des stupéfiants, ont réitéré une fois de plus l'importance de réduire simultanément l'offre et la demande, ainsi que la nécessité de renforcer et d'intensifier les efforts conjoints aux niveaux national, régional et international pour traiter ces problèmes mondiaux d'une manière plus globale selon le principe de la responsabilité commune et partagée.

Monsieur le Président,

Mais pour qu'une action au niveau international fasse son plein effet, nous avons besoin du concours de chaque Etat membre de notre Organisation. Et cet effort commence par la mise en œuvre nationale des instruments internationaux existants.

Mon pays a ratifié toutes les Conventions internationales en matière de lutte contre les drogues et de criminalité transnationale, et notamment la Convention de Vienne des Nations Unies contre le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes. Dans le cadre de la mise œuvre de cette Convention, le Luxembourg est d'ailleurs un des rares pays à avoir donné suite à son article 5 et à avoir mis sur pied un Fonds de lutte contre le trafic des stupéfiants qui réinvestit l'argent confisqué de la drogue dans des projets visant la lutte contre le trafic des stupéfiants. A titre d'exemple, à la demande du Ministère de la Justice du Mali, le Luxembourg cofinancera entre 2010 et 2012 à travers ce Fonds un projet visant à lutter contre la montée de la criminalité organisée, et notamment le trafic des drogues, et ses effets déstabilisateurs au Mali et dans la sous-région.

Dans le cadre de sa politique de coopération au développement, mon pays, outre ses contributions régulières à l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC), réalise par ailleurs nombre de projets bilatéraux dans le domaine de la lutte contre les stupéfiants, aussi bien dans des pays d'Afrique de l'Ouest, d'Amérique latine qu'en Asie, y compris dans une perspective de consolidation de la paix. Le Luxembourg est en effet intimement convaincu qu'il importe d'aborder les dimensions de la paix et de la sécurité, du développement et des droits de l'homme de manière intégrée et avec une attention égale.

Je vous remercie.